

Déclaration de l'union départementale CFDT du TARN, par Stéphane BONNETAIN, Secrétaire général

Cette déclaration n'a pas pu être exprimée à la réunion publique de MAZAMET, c'est pourquoi nous vous la transmettons directement

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs

A la réunion de CUQ TOULZA, un syndicaliste a contesté l'article de la dépêche du 8 novembre 2009 : « Les syndicats de salariés favorables à l'autoroute »

J'étais présent à cette conférence de presse, je vous confirme qu'avec mes collègues des syndicats CFE- CGC et CGT, nous nous sommes prononcés pour le projet d'achèvement de l'autoroute par mise en concession, avec une nuance de la CGT qui demande la gratuité.

Avec M. PISANI et DELOUVRIER en 1967, en passant par Messieurs PERBEN, BUSSEREAU et DE ROBIEN dans les années 2000, beaucoup de promesses ministérielles ont été faites pour la mise à 2x2 voies complète et gratuite de la RN 126.

Malgré l'approche des fêtes de fin d'année, nous ne pouvons plus croire au père Noël !

Avec ce débat public sur l'opportunité d'une concession autoroutière, l'ETAT avoue son incapacité financière à terminer cette liaison à 2x2 voies dans des délais raisonnables.

La CFDT prend acte de cette position de l'Etat. Pour nous, la revitalisation économique et le développement de l'emploi dans le Sud du TARN ont un besoin urgent, d'une liaison routière performante pour échanger avec la métropole toulousaine.

L'hypothèse d'un péage à 15 €, maladroitement présentée dans le dossier du Maître d'ouvrage et habilement exploitée par toutes les catégories d'opposants, provoque un débat qui est prématuré.

Il est évident que les dispositifs tarifaires, et le coût du péage en particulier, ne pourront être définitivement fixés qu'à l'issue de l'appel d'offres de concession, et après négociation entre l'Etat et les collectivités territoriales partenaires du projet :

- Le Conseil général du Tarn a pris une délibération claire et courageuse sur le projet et sa participation financière à la concession.

- Alors qu'il n'a pas encore délibéré, et bien qu'il ne soit concerné que par 4 km sur 60 km, nous appelons le Conseil général de la Haute Garonne à plus de cohérence et de solidarité dans ses prises de position pour l'achèvement de cette liaison routière qui concerne autant l'agglomération toulousaine que le Sud du TARN.

- Pour ce qui concerne le Conseil régional de MIDI PYRENEES, nous constatons son embarras pour se positionner clairement, dans une campagne électorale, où les enjeux écologiques apparaissent surévalués par rapport aux enjeux économiques et sociaux.

Pourtant ce projet d'amélioration d'une liaison routière, dont l'intérêt pour le développement local est reconnu par tous, est conforme à l'esprit et à la lettre des conclusions du Grenelle de l'environnement approuvés par les 5 acteurs, dont les associations d'environnement, le 25 octobre 2007.

Par ses compétences en matière économique et d'aménagement du territoire, le Conseil régional est le garant de l'équité et de la cohésion territoriale de MIDI PYRENEES.

Il est maintenant clair que le grand emprunt national ne financera pas d'infrastructures. C'est pourquoi nous appelons le Conseil régional à s'exprimer clairement, en dehors de toute stratégie politicienne, pour l'achèvement rapide de cette liaison à 2x2 voies par concession autoroutière.

Face à une société concessionnaire guidée par la logique économique et financière, c'est bien la volonté d'équité territoriale de l'ETAT et des collectivités territoriales partenaires qui imposera des tarifs en conformité avec ceux pratiqués pour accéder à Albi, Montauban, Pamiers, Tarbes, Castelnaudary. Le montant de 4 € pour 75 km nous semblerait socialement acceptable.

La CFDT demande que le coût du péage soit adapté et qu'il permette aux salariés d'emprunter cette autoroute et ainsi réduire la circulation dans les villages traversés par l'itinéraire de substitution.

Pour terminer, au vu des 9 000 demandeurs d'emplois et Rmistes sur CASTRES et MAZAMET, la CFDT est satisfaite de voir la quasi unanimité des chefs d'entreprises, des consulaires et des élus politiques du SUD du TARN, revendiquer la réalisation de cette 2x2 voies au nom du développement économique et la création d'emplois.

Cependant, au-delà de l'estimation des 400 emplois sur 3 années qui seront créés pour les études et le chantier, va-t-il encore falloir attendre 5 ans pour que les effets de ce projet structurant sur l'emploi du Sud du TARN, se fassent sentir ?

Demain ne sera plus comme hier, et un modèle de développement économique et social plus durable va émerger et constituer un nouveau défi pour la compétitivité des entreprises. Leur responsabilité sociale, et plus particulièrement le dialogue social, peu développé dans les entreprises du sud du TARN, font partie de ce défi.

En conséquence, la CFDT demande aux chefs d'entreprises, à leurs organisations professionnelles et aux syndicats de salariés, de s'organiser, pourquoi pas dans le conseil de développement, pour anticiper et optimiser les effets de cette autoroute pour l'emploi, pour l'économie, et contre l'exclusion sociale.

Je vous remercie.

Nom : BONNETAIN
Prénom : stéphane
Adresse : Place du 1er mai
Commune : CASTRES
Code postal : 81 100

Téléphone : 05 63 62 01 70

E-mail : udcfdt-81@wanadoo.fr